

Affaire Matzneff : les écologistes parisiens demandent la suspension d'un adjoint d'Anne Hidalgo



Article rédigé par *FranceTVinfo.fr*, le 22 juillet 2020

Source [FranceTVinfo.fr] Ces élus municipaux souhaitent également qu'une enquête soit ouverte à l'encontre de Christophe Girard, secrétaire général entre 1986 et 1987 de la maison Yves Saint Laurent. Cette structure a apporté un soutien financier à l'écrivain Gabriel Matzneff dans les années 1980, selon plusieurs récits.

Tensions au sein de la majorité municipale parisienne. Les élus écologistes, alliés de la maire PS de Paris Anne Hidalgo, lui demandent de suspendre de ses fonctions son adjoint à la Culture, Christophe Girard, entendu en mars dans l'enquête "pour viols sur mineur" [qui vise l'écrivain Gabriel Matzneff](#).

"Nous nous opposons à la nomination de Christophe Girard au sein de notre exécutif", écrivent les membres du groupe écologiste de Paris dans un courrier adressé dimanche à la maire de Paris et diffusé lundi 20 juillet sur Twitter par la conseillère de Paris Alice Coffin.

Ces élus, qui se sont alliés à Anne Hidalgo durant l'entre-deux-tours de l'élection municipale, demandent la "suspension" de Christophe Girard et l'"ouverture d'une enquête de l'Inspection générale de la ville de Paris".

Ils entendent également participer, aux côtés d'associations féministes, à un rassemblement jeudi à midi, en marge du premier Conseil de Paris de la nouvelle mandature, devant l'hôtel de ville, *"pour réclamer le départ de Christophe Girard"*.

Les enquêteurs ont interrogé en mars Christophe Girard, secrétaire général entre 1986 et 1987 de la maison Yves Saint Laurent, structure qui a apporté un soutien financier à Gabriel Matzneff dans les années 1980, selon plusieurs récits. L'écrivain est visé par une enquête pour "viols sur mineurs" ouverte par le parquet de Paris après la publication en janvier du roman autobiographique de Vanessa Springora dans laquelle elle décrit la relation sous emprise qu'elle a entretenue, lorsqu'elle était mineure, avec l'auteur.

"Trois ans après #MeToo, après la discussion publique provoquée par la publication de l'ouvrage Le Consentement de Vanessa Springora, quelques mois après la terrible cérémonie des César, quelques jours après la nomination d'un ministre faisant l'objet d'une instruction pour viol et harcèlement sexuel, la mairie de Paris ne peut pas, ne doit pas, prendre une position hostile aux revendications féministes. Il en va de notre cohérence politique", écrivent les élus écologistes.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)